

Réunion des délégués des parents d'élèves de l'enseignement primaire public

Mairie de Saint Germain en Laye le 27 février 2013

Etaient présents :

Pour les parents d'élèves de Giraud Teulon :

- Catherine Magallon
- Isabelle Cortes
- Anaïs Lamaty
- Lydie Morat
- Géraldine Ash
- Rocco Zirpoli

Pour la mairie :

- Emmanuel Lamy
- Marta de Cidrac
- Mme Hugo

Pour l'Education Nationale :

- M. Coignard, Directeur Académique Des Services de l'Education Nationale des Yvelines
- Mme Hervé, Inspectrice de la circonscription de St Germain

Introduction du Maire

La refondation de l'enseignement public a été décidée par l'Education Nationale.

Un décret est paru le 24 janvier 2013 pour modifier les rythmes scolaires dans l'enseignement public. Il semblerait que l'enseignement privé va suivre le mouvement.

Aujourd'hui, nous commençons à entamer la concertation.

Le Maire précise qu'il a fait diffuser une lettre à l'attention de tous les parents via le carnet de correspondance qui récapitule l'état d'avancement.

Il rappelle qu'il existe deux possibilités de dérogation :

- Le samedi à la place du mercredi
- Mise en œuvre pour la rentrée 2014 à la place de celle de 2013

Sur la demi-journée du mercredi il y a une très large majorité d'accord.

L'objectif en associant tout le monde est de réussir cette réforme avec pour objectif l'épanouissement des enfants.

Première partie de la réunion : présentation de la mairie et de l'Education Nationale

1. Le contenu de la réforme de la refondation de l'école

Par Monsieur Coignard

La vocation de cette réforme est d'accompagner les communautés qui sont porteuses des projets, les enseignants et les parents d'élèves ainsi que les autres personnes qui interviennent pour s'occuper des enfants dans le cadre du changement des rythmes scolaires.

Ce qui est souhaité, c'est que la concertation joue tout son rôle dans l'intérêt des enfants.

L'objectif principal de cette réforme est de renforcer la qualité des temps d'enseignements

Rappel des principes généraux :

- 24h de classe par semaine réparties en 9 demi-journées.
- La demi-journée supplémentaire est prévue le mercredi matin, elle pourra être déplacée au samedi matin à titre dérogatoire.
- La journée d'enseignement sera de maximum 5h30 et la demi-journée de maximum 3h30.
- La durée de la pause méridienne ne pourra pas être inférieure à 1h30.

Les dérogations possibles sont les suivantes :

- demi-journée supplémentaire le samedi à la place du mercredi
- mise en œuvre de la réforme en 2014 à la place de 2013

Le choix est laissé possible et la concertation peut se poursuivre si besoin pour un lancement en 2014.

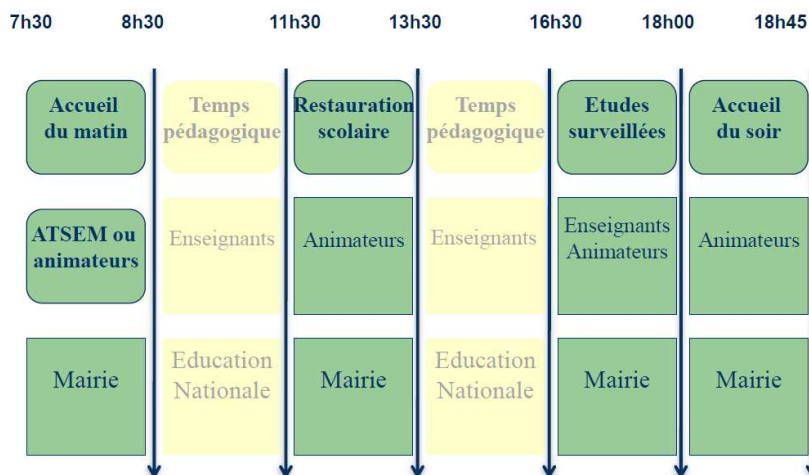
Les APC sont mises en place par les enseignants pour apporter une aide aux élèves rencontrant des difficultés dans leur apprentissage. Elles remplacent l'aide personnalisée : il est prévu une heure par semaine et par enseignant sur 36 semaines (il n'y a donc plus que 36 h à la place des 64 de l'aide personnalisée actuelle).

2. La semaine de l'enfant

Rappel de la décomposition de l'organisation de la journée qui est le point de départ de la discussion.

La journée de l'enfant

A l'école élémentaire



Monsieur Coignard précise que ces horaires sont ceux de 75 % des écoles du département. Ses services définissent les horaires au niveau du département et les communes qui le souhaitent peuvent demander une dérogation pour les modifier.

Les communautés éducatives ont vu leur responsabilité augmenter au fur et à mesure de l'augmentation de la demande de prise en charge des enfants.

Ce système est usé. L'important pour les enfants, c'est ce que l'on peut faire au niveau territorial, en fonction des contraintes et des possibles sur le terrain. Ainsi à l'avenir, les horaires seront déterminés au niveau de la commune et le conseil départemental de l'Education Nationale aura la liste des horaires de toutes les écoles.

3. Le PEDT

Le PEDT (Projet Educatif Territorial) est évoqué. Il s'agit de comprendre comment il va intervenir dans le cadre de la réforme.

Objectif :

- mobiliser toutes les ressources d'un territoire afin de garantir la continuité éducative,
- offrir à chaque enfant un parcours éducatif cohérent et de qualité avant, pendant et après l'école.

A l'initiative de la ville, il formalise l'engagement des différents partenaires.

4. La mise en place d'une démarche concertée

Les acteurs de la réforme sont les suivants :

- L'Education Nationale
- La ville
- Les parents d'élèves
- Les associations culturelles et sportives et d'autres partenaires.

Ces derniers ont été rencontrés le 26 février. Ils ont présenté leurs inquiétudes, leurs questions et leurs motivations pour intégrer cette réforme. La Mairie leur a demandé de réfléchir concrètement à des contenus pour occuper les enfants durant les activités périscolaires. La Mairie attend leurs propositions.

La mairie souhaite organiser un groupe de travail avec :

- **un représentant des équipes pédagogiques par école ;**
- **un représentant des parents d'élèves par école.**

5. Le calendrier

Promulgation du décret : 24 janvier 2013

Démarrage de la concertation : février 2013

Echéance = fin mars 2013 pour pouvoir demander une dérogation en cas de report de l'application du décret par la Ville de St Germain à la rentrée 2014.

Deuxième partie de la réunion : la parole est laissée aux parents d'élèves

Question de monsieur le maire : qu'attendez-vous de la réforme ?

Les principales associations de parents prennent tour à tour la parole.

Le représentant de la FCPE intervient longuement et synthétise les réactions et questionnements des parents.

La PEEP précise qu'elle a réalisé un questionnaire car elle est « une fédération qui agit ». Le taux de retour des questionnaires a été de 56%. Elle précise que les parents sont déroutés car en 2008, on leur a expliqué qu'afin de respecter au mieux le rythme de l'enfant, il fallait supprimer l'école le mercredi matin et aujourd'hui, pour les mêmes raisons, on réinstalle la demi-journée. Les inquiétudes de la majorité des parents portent sur la réorganisation familiale et le coût associé.

La PEEP Passy propose de différencier les rythmes scolaires des maternelles de celui des primaires.

Réponse de Monsieur Coignard : la ville de Vélizy a choisi de rester sur le rythme actuel pour les maternelles et d'appliquer la réorganisation pour les primaires.

Il existe donc une ouverture pour demander une dérogation pour les maternelles. Libre à chacun de voir mais il faut garder en tête de respecter l'équité de traitement des enseignants.

Il rappelle qu'en 2008, il y avait un patchwork national sur les dates des vacances et une durée de semaine différente au sein d'un même département. La réforme de 2008 a permis de tout uniformiser.

Il précise en outre qu'il n'est pas incompatible pour les enseignants qui seraient contre cette réforme de faire grève et choisir des solutions de rythmes scolaires qui ne les arrangent pas catégoriellement mais qui semblent bénéfiques pour les enfants.

Le Maire note que l'Education Nationale n'a pas exclu le fait d'envisager une demande de dérogation pour les maternelles en faisant attention à l'égalité de traitement.

Catherine Magallon de l'école Giraud-Teulon présente la synthèse des résultats du questionnaire en faisant remarquer la forte implication des parents de cette école qui ont répondu à 85%.

L'école Schnapper remercie la Mairie de proposer ce travail de concertation. Elle est favorable à l'organisation de groupes de travail.

Le Maire insiste sur le fait que la loi étant votée, il faut l'appliquer. Il propose de faire aboutir aux mieux les concertations dans les délais. Si ce n'est pas possible pour fin mars, la Mairie décidera bien évidemment de reporter l'application du décret à la rentrée 2014. Le plus important est de prendre les meilleures décisions pour le bien de l'enfant.

Concernant les rythmes scolaires :

Le Maire synthétise les retours des parents :

Il y a un vrai consensus sur le choix du mercredi matin à SGL.

Il y a une volonté majoritaire de commencer la journée à 8h30 et de conserver une pause méridienne de 2h. Celle-ci pourrait être réduite de 15 minutes pour laisser 1h disponible le soir.

Les parents sont favorables à un allongement de la matinée de 15 à 20 minutes si ce temps est consacré à l'allongement de l'activité en fin de journée.

Marta de Cidracs confirme le consensus autour de l'horaire de début de classe à 8h30 et autour du maintien de la pause méridienne à 2h. La fin de la classe le matin pourrait être à 11h45 ou 12h en fonction des écoles.

Le Maire soulève le problème de la cantine : « Tout ne sera pas possible car il y a des impératifs de cantine ». Il faut en effet pouvoir disposer de suffisamment de temps pour organiser deux ou trois services successifs.

Mme Hugo précise que la différence d'activités entre les écoles tient aux locaux des écoles.

Pour les activités périscolaires :

La question soulevée est la suivante : que peut-on proposer en moins de 3/4 d'heure pour des activités de qualité ?

Le Maire avoue qu'il est impossible d'organiser une activité en 45 minutes.

Monsieur Coignard indique qu'il est possible de faire varier la façon de les mettre en œuvre. On peut imaginer que s'il faut plus d'une heure pour faire des activités de qualité, il peut être possible de regrouper les périodes : plutôt que de faire 4 fois 45 minutes, on pourrait faire 2 fois 90 minutes. C'est possible et prévu dans le décret.

Un parent cite l'exemple d'une école à Angers et propose de regarder ce qui se fait ailleurs.

Marta de Cidracs souhaite maintenir les études en prolongation du temps Education Nationale.

Muriel Hervé précise qu'une activité d'étude pour préparer les enfants à la journée du lendemain peut être prévue dans les activités périscolaires proposées. La prise en charge pourrait être d'une heure sauf pour le cycle d'apprentissage de la lecture pour lequel 1 heure est trop long.

Questions soulevées par les parents

1. Question fondamentale : comment occuper les enfants ? Combien d'animateurs faut-il ? Qui va les recruter ?

Anaïs Latamy évoque l'exemple de la Ville de Paris. Cette organisation offre la possibilité de réduire le nombre d'intervenants.

Marta de Cidracs intervient en disant que les enfants peuvent quitter l'école à la fin de la classe, à 15h30 ou 15h45.

Une maman soulève le problème des transports à cette heure-ci et le maire répond que les bus s'adapteront.

Nombre d'animateurs à recruter :

A midi, au moment où le nombre d'enfants est le plus important, environ 115 agents sont déployés.

Si la quasi-totalité des élèves restait en activité périscolaire, la Mairie estime à 230 le nombre d'animateurs nécessaire.

Aujourd'hui, la Mairie pense que ce sera forcément difficile de mener tous ces recrutements mais que ce n'est pas impossible, y compris pour la rentrée de 2013.

Sur les 3600 élèves concernés, 800 vont à l'étude.

2. Y aura-t-il des choix d'activités proposées par trimestre ? que se passera-t-il si une activité est très plébiscitée et que le nombre d'enfants intéressés est trop important ?

Mr Coignard insiste sur le fait que le souhait national est d'agir pour tous les enfants sur la qualité de ce qui est offert. Il ne s'agit plus du temps scolaire, donc les activités ne sont pas obligatoires. Il faut laisser les portes ouvertes aux différents contenus.

Une des activités proposées serait le renforcement des connaissances (équivalent à l'étude actuelle).

3. Est-ce que ça ne sera pas une source d'inégalité au sein des écoles ?

Le Maire garantit l'inscription ouverte à tous et la gratuité.

Marta de Cidrac précise que la politique tarifaire des quotients continuera.

Associations intéressées pour intervenir (50% sportif – 50 % culturel) : LA CLE, le hockey club, le rugby club, le Conservatoire...

Dans certains cas (proximité des complexes sportifs), il est possible de déplacer les enfants dans les locaux sportifs ou ceux des associations. Dans d'autres cas, les intervenants sont prêts à se déplacer dans les écoles.

L'organisation sera complexe en termes d'intervenants et d'activités. Il faut proposer une large diversité dans les différentes écoles.

Un questionnaire a été distribué aux associations hier et leurs réponses sur des propositions de contenus sont attendues durant les vacances.

4. Les enfants doivent-ils s'engager sur l'année ? Est-ce que l'offre sera identique dans toutes les écoles ?

Le Maire ajoute qu'il est possible de fonctionner par module de découverte et donc de faire tourner les activités entre les écoles.

Un parent propose de contacter l'Association « créer un orchestre à l'école » : permet d'obtenir des subventions, l'association fournit des instruments.

Conclusion du Maire

Les parents se sont exprimés, c'est « un acte républicain ».

Consensus : les modifications du rythme scolaire porteront sur la fin de journée et le cumul de 2x 45 minutes est une possibilité intéressante.

Il faut traiter de façon équitable et gratuite les enfants.

Le calendrier :

- 21 mars : Une réunion sera proposée aux parents ; il sera utile de désigner un représentant par école.

- 28 mars : Réunion plénière.

- 31 mars : l'Education Nationale attend la date butoir du 31 mars pour avoir la décision de dérogation ou pas de la Ville de Saint Germain.

Le Maire se fixe 2013 pour mettre la réforme en place. Si ce n'est pas possible, il envisagera la dérogation pour 2014.

-15 mai : le PEDT sera présenté dans ses grandes orientations.